

« A force d'encaisser les coûts, la production agricole et alimentaire française risque le KO »

Alors que les négociations commerciales se sont achevées pour les TPE/PME et ETI et entrent dans leur dernière ligne droite pour les grandes entreprises, le constat est alarmant : la production agricole et agroalimentaire française sortira considérablement affaiblie de ce round de négociations avec la grande distribution. Plus que jamais nous avons besoin de réponses concrètes par un choc de simplification et de compétitivité.

Les 2 100 coopératives agricoles représentées par La Coopération Agricole, qui rassemblent 3 agriculteurs sur 4, sont des acteurs clés du secteur agricole et alimentaire, présentes du champ à l'assiette, ancrées dans les territoires ruraux. Elles portent les mêmes préoccupations que les agriculteurs confrontés à une inflation réglementaire qui accentue les contraintes, et une course au prix bas qui les étouffe.

La situation à ce stade des négociations montre que les coûts de production des matières premières agricoles françaises et des industries agroalimentaires ne sont pas pris en compte par certains distributeurs, qui renient le principe de non-négociabilité du prix des matières premières agricoles et refusent de reconnaître la hausse des coûts de production industriels (énergie et salaire). Comment assurer un avenir aux agriculteurs et à leurs entreprises sans moyens ?

A cela s'ajoute l'abandon de l'origine France pour passer à une origine UE pour dans certains produits sous marque distributeur. Les distorsions de concurrence qui existent entre la France et les autres pays européens pèsent lourd dans la compétitivité de nos filières françaises. La course au prix bas se paie par la destruction d'exploitations et de filières alimentaires. Cette tendance de fond fragilise la vitalité économique de nos territoires et met en danger la maîtrise des conditions de production de l'alimentation des Français.

Il est grand temps de reconnaître la valeur réelle du travail des agriculteurs et de leurs coopératives ancrées dans les territoires.

En conséquence, La Coopération Agricole :

- réitère sa demande de mise en œuvre d'un véritable choc de simplification et de compétitivité,
- demande au gouvernement de faire respecter les lois EGAlim,
- appelle les distributeurs à aligner leurs actes avec leurs propos pour construire enfin, ensemble, notre souveraineté alimentaire.

« Nous ne pouvons pas rester passifs face à l'affaiblissement de notre production agricole et agroalimentaire. La guerre des prix que se livrent certains distributeurs se fait au détriment du contenu de l'assiette des Français. Nous avons fait des propositions, nous attendons maintenant du Gouvernement des mesures concrètes et rapides. »

Dominique Chargé, Président de La Coopération Agricole

Contact presse :

Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77

